

# Les jeunesses en France. Entretien avec Olivier Galland

Julien Damon

DANS **REGARDS** 2015/2 N° 48 , PAGES 53 À 56

ÉDITIONS **EN3S-ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE SÉCURITÉ SOCIALE**

ISSN 0988-6982

DOI 10.3917/regar.048.0053

Date de mise en ligne : 01/12/2016

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-regards-2015-2-page-53?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour EN3S-École nationale supérieure de Sécurité sociale.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](http://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

# Les jeunes en France

## Entretien avec Olivier Galland, sociologue

Par **Julien DAMON**, Conseiller scientifique de l'EN3S



**Olivier GALLAND**, Directeur de recherche au CNRS, sociologue, travaille au Groupe d'étude des méthodes de l'analyse sociologique de la Sorbonne (GEMASS, Université Paris IV et CNRS)

### La jeunesse n'a rien d'unique. Qui sont les gagnants et les perdants du compromis générationnel à la française ?

Un clivage s'est effectivement creusé au sein de la jeunesse française. On aurait pu croire que l'élévation continue du niveau d'étude produirait un fort effet d'homogénéisation de la jeunesse française, aussi bien dans ses attitudes et ses valeurs que dans ses itinéraires socioprofessionnels. Cela s'est en partie produit, mais au sein d'un sous-ensemble de la jeunesse française, certes large, celui des jeunes qui poursuivent des études sanctionnées par un diplôme au moins au niveau du second cycle professionnel de l'enseignement secondaire. Tous les jeunes ayant atteint au moins ce niveau ne connaissent évidemment pas le même destin professionnel, mais lorsqu'on compare l'évolution de leurs taux de chômage à celui des jeunes qui sont restés en-deçà de ce niveau – c'est-à-dire ceux qui ont au mieux le brevet des collèges – on constate que la ligne de fracture se situe bien entre ces deux groupes de jeunes. En moyenne, un jeune titulaire d'un BEP est, du point de vue du taux de chômage (en niveau et en évolution depuis 1975), plus proche d'un diplômé du supérieur que d'un non diplômé. La situation de ces derniers n'a fait que se dégrader et n'a fait que s'éloigner du destin moyen des autres jeunes. Or, ces jeunes qui sortent du système éducatif sans diplômes restent nombreux, pas loin d'un jeune sortant sur cinq.

Bien sûr, tous les jeunes connaissent, au sortir des études, une période de transition instable faite de stages, de petits boulots, ou d'emplois temporaires. Mais elle se termine de façon très différente dans ces deux groupes de jeunesse. Chez les diplômés, en moyenne, ces premiers emplois instables s'apparentent plutôt à un marchepied vers l'emploi stable. Chez les non diplômés, elle prend beaucoup plus souvent la forme d'une trappe à pauvreté. En outre, il y a en France une sorte de compromis générationnel implicite favorable aux diplômés. En France, le marché du travail est fortement clivé entre les CDI protecteurs et les CDD. Mais les jeunes diplômés bénéficient d'un très fort soutien de leurs parents, à la fois matériel et affectif, qui leur permet de patienter jusqu'à ce qu'ils parviennent à se stabiliser. Les non diplômés issus évidemment de familles plus souvent défavorisées sont de facto moins soutenus (en dehors du fait qu'ils sont hébergés par leurs parents) tout simplement parce que leurs parents ont moins de moyens.



## Quel bilan faites-vous des annonces et orientations politiques depuis 2012 ?

Le bilan n'est pas brillant. Pour des raisons électorales, François HOLLANDE a voulu adresser un message simple et global à la jeunesse et lui proposer des solutions qui semblaient répondre immédiatement à ses difficultés : essentiellement les emplois aidés dans le secteur non marchand. Or tous les experts le savent, une récente étude de la DARES vient de le confirmer – et les conseillers de François HOLLANDE ne devaient pas l'ignorer – cet instrument n'est pas efficace en termes de retour à l'emploi dans le secteur marchand. Au mieux cette solution n'était qu'un palliatif en attendant un hypothétique retournement de la conjoncture, au pire elle risquait d'éloigner encore plus les jeunes bénéficiaires du marché du travail réel (si on ne lui associe pas un solide programme de formation, ce qui semble malheureusement rarement le cas).

Le fonctionnement de l'école et du marché du travail sont les deux causes structurelles majeures des difficultés spécifiques que rencontrent les jeunes Français pour accéder à l'emploi en gardant bien sûr à l'esprit qu'on raisonne ainsi à état donné de la conjoncture. Sans croissance, le taux de chômage restera élevé. Mais le point fondamental est que, quelle que soit la conjoncture, le taux de chômage des jeunes Français reste plus élevé que celui d'autres jeunes Européens et deux fois et demi à trois fois plus élevé que celui des adultes. Les appels incantatoires à la croissance qu'on entend si souvent ne servent à rien pour réduire ce handicap structurel dont souffrent les jeunes Français.

Un programme en faveur des jeunes aurait donc dû s'attaquer de front à ces deux questions qui freinent l'accès des jeunes à l'emploi et maintiennent les plus défavorisés dans des trappes à chômage et à pauvreté : l'échec scolaire et le fonctionnement dual du marché du travail. Concernant ce dernier point, majeur, le programme du candidat socialiste était muet et, malgré les exhortations du dernier prix Nobel d'économie en faveur du contrat de travail unique on voit bien que rien ne sera fait en ce sens. Sur ce plan et sous réserve d'inventaire, Mateo RENZI a été plus courageux.

L'éradication de l'échec scolaire aurait dû être portée au rang de grande cause nationale par un programme de réformes en faveur des jeunes. 140 000 d'entre eux, près d'un sur cinq, sortent chaque année du système éducatif initial sans diplôme. Dans un pays comme la France qui fétichise la certification scolaire, cela représente pour ces jeunes un terrible handicap et un stigmate qui en fait des parias de la République. Au lieu d'inscrire cet objectif en tête de son agenda politique, l'équipe arrivant aux responsabilités en 2012 a préféré adhérer à la rhétorique conservatrice des moyens (plus de postes) pour donner satisfaction aux syndicats d'enseignants. Sur le plan des réformes, le ministre fraîchement nommé, s'est engagé sur la question, relativement mineure, des rythmes scolaires, qui a fini par épuiser toute son énergie réformatrice. Najat VALLAUD-BELKACEM a engagé une réforme du collège plus intéressante, notamment sur le plan de l'autonomie des établissements, même si

elle reste très timide. Mais à ce stade du quinquennat, il est bien tard pour enclencher une dynamique entraînant tous les acteurs. Ces réformes ne bénéficient plus de l'élan politique qui suit une élection présidentielle. Elles restent relativement modestes et leur succès très incertain.

## Quel rapport les jeunes entretiennent-ils avec la république et ses valeurs ?

Les jeunes ne sont pas des extraterrestres. Un des résultats importants des enquêtes que nous avons menées sur les valeurs est de montrer un fort mouvement de convergence des valeurs en fonction de l'âge. Aujourd'hui, plus grand-chose ne séparent les valeurs des personnes ayant entre 18 et 60 ans. Il y a 30 ans le clivage se faisait plutôt entre les moins et les plus de 40 ans. Ce mouvement de convergence s'explique par deux évolutions concomitantes. Tout d'abord, les adultes actuels sont les anciens jeunes des années 60, ceux qui ont initié la révolution des mœurs et il garde, tout en vieillissant, quelque chose de cette humeur libertaire. Quant aux jeunes, tout en adhérant eux-mêmes à l'individualisation des valeurs – le fait de considérer que chacun doit être libre d'orienter sa vie privée comme il l'entend – ils sont néanmoins, sur certains points, un peu plus « traditionnels » que les jeunes des années 60-70. Ils adhèrent à l'autorité, ils croient à la fidélité dans le couple, ils ont perdu cette humeur anti-institutionnelle et anti-autoritaire des années 60. Au fond, ils ont évolué comme la société elle-même.

Par contre, ils sont sans doute plus éloignés des adultes sur le plan culturel. Un clivage s'est creusé entre la culture des humanités, celle que veut délivrer l'école et celle à laquelle adhèrent les parents des classes moyennes et supérieures, et la culture adolescente. Cette culture adolescente plus interclassiste qu'elle ne l'était autrefois, une culture communicationnelle et une culture de l'apparence, est évidemment très éloignée de la culture scolaire et le fossé ne fait que s'agrandir. Les jeunes ne rejettent pas l'école mais ils n'adhèrent pas non plus au programme culturel que celle-ci veut dispenser. Ils font leur métier d'élèves sans plus. Des grandes valeurs comme la laïcité que l'école veut mettre au fronton des établissements ne signifient sans doute pas grand-chose pour eux.

## Qu'en est-il du cas particulier des jeunes musulmans ?

Sur le plan économique et social, les choses sont assez claires. De nombreux travaux de sciences sociales ont montré que les jeunes d'origine étrangère subissaient des discriminations à l'embauche. À diplôme égal, il est plus difficile pour un jeune Français d'origine algérienne ou marocaine de se faire recruter que pour un jeune d'ascendance française. Toutefois, il s'agit surtout d'une barrière à l'entrée. Une fois qu'ils sont embauchés, les jeunes d'origine étrangère ne semblent pas être pénalisés sur le plan de la rémunération et de l'avancement.

Il est très difficile, dans l'état actuel des connaissances, de mesurer l'impact de ces pénalités ethniques sur le sentiment d'appartenance des jeunes d'origine étrangère et plus encore sur les jeunes de confession musulmane. La pente facile de lecture des événements tragiques que l'on a connus à Charlie Hebdo et à l'épicerie Hyper Cacher serait d'y voir un lien direct avec ces discriminations. Mais les sciences sociales ont besoin d'éléments plus solides que des impressions pour étayer une conviction. Or, malgré de grandes enquêtes sur les populations



immigrées (comme l'enquête Territoires et origines, dite TeO, de l'INED et de l'INSEE) on est aujourd'hui dans l'incapacité de produire ces éléments de preuve.

La question qui se pose et à laquelle on ne sait pas répondre aujourd'hui est celle de la taille du « halo » qui entoure les comportements plus extrémistes. Ce halo est-il inexistant et le phénomène se réduit-il au noyau de jeunes fanatisés de la même manière que pourraient l'être des jeunes embrigadés par des sectes ? Ou bien s'il existe, est-il de 1 %, 10 %, 20 % et à quel degré chacun de ces cercles concentriques adhère-t-il aux thèses les plus extrêmes ? Ces questions, dans l'état actuel des connaissances, nous sommes incapables d'y répondre. On dispose bien entendu d'enquêtes monographiques comme celle réalisée par Gilles KEPPEL sur les banlieues de la République, qui montrait une intensification des pratiques religieuses et un mouvement de « réislamisation culturelle ». Mais quelle est l'ampleur du phénomène et surtout quelle est sa véritable nature ? Ne correspond-il qu'à une sorte de réassurance identitaire ou est-il associé à la montée d'une radicalité qui aboutirait in fine à rejeter les valeurs républicaines ? Il n'y a pour le moment pas de réponses scientifiquement solides à ces questions.

La raison principale en est que les enquêtes menées sur ces questions sont presque entièrement organisées autour d'une conception victimaire de la population immigrée. Cette orientation a, bien sûr, des justifications solides, les immigrés sont bien discriminés, notamment sur le marché du travail, on l'a dit. Il n'est donc pas très étonnant de constater avec TeO que plus de 30 % des immigrés d'origine maghrébine et près de 40 % de leurs descendants déclarent avoir subi des discriminations au cours des cinq dernières années. Mais l'enquête ne permet pas d'apprécier à quel point ce sentiment de victimisation peut se muer en rejet de la société et en radicalité religieuse ou politique. Les sciences sociales françaises restent très réticentes à aborder de plain-pied la question des appartenances ethnico-religieuses. Cette question reste pour elles un angle mort.